



communiqué

Date **Le 1^{er} avril 1993**

N° 81

Pour publication

LE CANADA ENVOIE PAR AVION DES SECOURS D'URGENCE AU SOUDAN

La ministre des Affaires extérieures, M^{me} Barbara McDougall, et la ministre de la Défense nationale, M^{me} Kim Campbell, ont annoncé aujourd'hui l'envoi, par avion, de secours d'urgence aux populations du sud du Soudan, en réponse à une demande du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Le Canada a fourni un avion Hercules C-130 des Forces canadiennes pour une période de 10 jours afin d'aider l'«Opération survie Soudan» de l'UNICEF à transporter des fournitures médicales, des denrées alimentaires d'appoint et des abris depuis Lokichokio, au Kenya, vers les régions touchées par la famine et les combats dans le sud du Soudan. L'«Opération survie Soudan» a été établie par l'UNICEF en 1989 pour coordonner les initiatives des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales visant à résoudre la crise humanitaire dans ce pays.

En décembre 1992, les Nations Unies, le gouvernement soudanais et les forces d'opposition sont parvenus à un accord qui a permis aux organismes de secours d'accéder plus facilement aux régions les plus gravement touchées du sud du Soudan. L'UNICEF intensifie ses activités de secours afin de répondre à ces besoins pressants et ce, avant que la saison des pluies toute proche ne rende les pistes d'atterrissage inutilisables. L'UNICEF a demandé l'aide du gouvernement canadien qui, grâce à l'envoi d'avions et de personnel compétent dans la région, a pu intervenir rapidement avant qu'il ne soit trop tard.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent s'adresser au :

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874

Service de liaison avec les médias de la Défense
Ministère de la Défense nationale
(613) 996-2353

DOCUMENT D'INFORMATION

MESURES CANADIENNES RELATIVES AU SOUDAN

La guerre civile qui s'éternise et les combats tribaux, exacerbés par la sécheresse, continuent d'affamer les populations et de provoquer des déplacements massifs dans le sud du Soudan. Les combats empêchent les organisations humanitaires d'atteindre d'importants centres du sud, où se trouvent les populations qui ont le plus besoin de ces secours. Des rapports font état, à l'échelle du pays, de torture, d'exécutions, de persécution religieuse et de détention de civils sans procès. Des centaines de milliers de civils sont morts à cause des combats et de la famine et un plus grand nombre encore a été déplacé.

La guerre civile qui oppose depuis 10 ans les rebelles du sud de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et le gouvernement du Soudan continue d'entraver les opérations de secours, les deux parties utilisant le contrôle des aliments comme une arme. Depuis 1991, l'APLS s'est scindée en plusieurs factions et les récents combats entre ces dernières ont encore aggravé le carnage.

Les conflits civils continuent de causer d'importants déplacements de populations, des dizaines de milliers de personnes se réfugiant au Kenya, en Ouganda, au Zaïre et en Éthiopie, tandis que des centaines de milliers d'autres restent bloquées dans des régions inaccessibles du Soudan. On prévoit que 2,8 millions de personnes déplacées, victimes de la sécheresse, auront besoin d'aide alimentaire cette année.

En décembre 1992, des discussions entre les Nations Unies, le gouvernement du Soudan et trois factions de l'APLS ont permis d'en arriver à un accord visant à améliorer l'accès au sud du Soudan pour les organismes humanitaires. Toutefois, la situation demeure précaire; la guerre civile persiste et les combats se poursuivent entre les factions de l'APLS.

Position du Canada

La situation qui règne au Soudan pose un défi à la communauté internationale, tant du point de vue humanitaire qu'au chapitre des droits de la personne.

La persistance du conflit et la détérioration de la situation humanitaire et des droits de la personne au Soudan préoccupent vivement le Canada, qui soutient que seul un règlement de paix négocié entre toutes les parties permettra d'en arriver à une solution.

Dans cette perspective, le Canada continue de fournir de l'aide humanitaire, de faire des représentations au sein des tribunes internationales et d'appuyer les initiatives des Nations Unies en faveur de la paix et des droits de la personne.

Les tentatives faites par le Canada pour mettre un terme à la violence et aux souffrances qui déchirent le Soudan l'ont amené à coparrainer une résolution des Nations Unies condamnant la situation des droits humains dans ce pays. En outre, le Canada a soulevé la question au cours de réunions avec des hauts responsables soudanais. Il a obtenu, à la présente session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, que ce dossier, qui devait être examiné en vertu de procédures confidentielles, fasse l'objet d'un débat public.

Aide humanitaire

Depuis janvier 1990, le gouvernement canadien, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a fourni près de 77 millions de dollars en aide alimentaire et humanitaire au peuple soudanais. De ce montant, plus de 54 millions de dollars étaient consacrés à de l'aide alimentaire. Cette aide, qui a été livrée tant au nord qu'au sud du pays exclusivement par des institutions non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, était destinée aux groupes les plus vulnérables : les personnes déplacées et les réfugiés. Le reste, soit environ 23 millions de dollars sous forme d'aide humanitaire non alimentaire, a été distribué à un certain nombre d'organismes internationaux, dont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Cette aide a permis de porter secours aux familles déplacées et aux enfants seuls, et de les héberger, de réunir des enfants avec leurs familles, de fournir des soins de santé d'urgence et de l'eau ainsi que d'assurer une formation en hygiène. Des fonds ont aussi été accordés à des organisations non gouvernementales canadiennes, telles le Conseil canadien des Églises et Médecins sans frontières (MSF) Canada pour leur travail, notamment pour les soins médicaux d'urgence prodigués aux populations au Soudan et aux réfugiés soudanais à l'extérieur du pays de même que pour loger et vêtir ces réfugiés.

Réfugiés

Il y a présentement environ 22 000 réfugiés soudanais au Kenya, 22 000 en Éthiopie, 86 000 en Ouganda et 103 000 au Zaïre. Le Canada fournit une aide financière par l'entremise du HCR et procède à la réinstallation d'un petit nombre de réfugiés particulièrement vulnérables.